
THE FIERCE AND THE FURIOUS

RÉFLEXIONS FÉMINISTES AUTOUR DE LA
RHÉTORIQUE ET DU MOUVEMENT ANTI-GENRE



**KVINNA
KVINNA**



EuroMed Rights
الأورومتوسطية للحقوق
EuroMed Droits

Table des matières

Avant-propos	4
Introduction	5
#NousDisons	6
Les concepts clés de la lutte contre le genre en Europe	8
Les concepts clés de la politique de genre dans la région MENA	10
Résultats de l'enquête	11
Les arguments anti-genre dans la région euro-méditerranéenne	12
Études de cas	14
Conclusions et réflexions : pistes d'action	23
#NousDisons – contrecarrer les discours antiféministes	24
Notes de bas de page	28
Bibliographie	30

Auteurs: Lucille Griffon, EuroMed Droits, Charlotte Pruth et Maria Johansson, La Fondation Kvinna till Kvinna

Analyse de l'enquête: Amanda Hedman, La Fondation Kvinna till Kvinna

Équipe: Eva Zillén et Sahar Yassin, La Fondation Kvinna till Kvinna, Marit Flø Jørgensen et Laura Clough, EuroMed Droits

Conception: Anna Adolphson

Photographie de couverture: Christina Hagner, La Fondation Kvinna till Kvinna

Novembre 2019

La **Kvinna till Kvinna Foundation** renforce et encourage les organisations de femmes dans plusieurs régions du monde. Elle soutient des défenseuses de droits humains qui vivent et travaillent dans des pays en proie à des conflits, pour qu'elles continuent de lutter pour le respect des droits des femmes.

EuroMed Droits a pour objectifs de développer et consolider les partenariats entre ONG dans la région euro-méditerranéenne, de défendre les valeurs des droits humains et de renforcer les capacités de ses organisations membres à cet égard.



AVANT-PROPOS

Partout dans le monde, nous observons une tendance hostile à l'égalité des genres.

Les principales forces qui la sous-tendent sont des mouvements conservateurs, fondamentalistes et nationalistes.

Ils diffèrent à première vue, mais leur rejet du féminisme et du concept de genre est assez fort pour créer un terrain d'entente. Le mouvement anti-genre est marqué par des alliances improbables entre le Vatican et l'Iran, la Russie et les États-Unis.

Et si ce n'était pas qu'un simple rejet de l'égalité des genres ? Et si un tout nouveau paradigme était en train de naître, un paradigme où des acteurs anti-genre bien organisés et bien financés créent de nouveaux discours dans la société avec l'aide d'habiles conteurs ? Une réalité où les notions de féminisme et de droits humains sont détournées, où la « liberté » désigne la répression, la « vie » signifie la lutte contre l'avortement et les « droits de la mère » se substituent aux droits des femmes.

Et si le mouvement des femmes avait une longueur de retard ? EuroMed Droits et la Fondation Kvinna till Kvinna Foundation ont décidé d'unir leurs forces pour contrer cette évolution avec l'aide de leurs partenaires et organisations membres. #NousDisons l'union fait la force. #NousDisons ensemble, nous élevons la voix pour l'égalité des droits et des choix. #NousDisons le moment est venu de faire front et d'agir.

Petra Tötterman Andorff, secrétaire générale de la Fondation Kvinna till Kvinna, et Wadih Al-Asmar, président d'EuroMed Droits

#NOUSDISONS
L'UNION FAIT
LA FORCE

#NOUSDISONS
ENSEMBLE, NOUS
ÉLEVONS
LA VOIX POUR
L'ÉGALITÉ
DES DROITS
ET DES CHOIX

#NOUSDISONS
LE MOMENT EST
VENU DE FAIRE
FRONT ET D'AGIR

INTRODUCTION: LE REJET DU CONCEPT DE GENRE

Début 2019, une bombe a été retrouvée à l'entrée du département des études sur le genre de l'Université de Göteborg en Suède^{1,2}. Dans le courant de cette même année, le parti politique allemand Alternative für Deutschland (AfD), qui est ouvertement raciste, sexiste et xénophobe, a obtenu des résultats électoraux historiques dans deux Länder allemands. Au Brésil, dans son discours d'investiture, le nouveau président élu Jair Bolsonaro s'est exprimé en ces termes : « Nous allons unir le peuple, valoriser la famille, respecter les religions et notre tradition judéo-chrétienne, combattre l'idéologie du genre, conserver nos valeurs. » Au Liban, le groupe de musique Mashrou'Leila, dont le chanteur affiche ouvertement son homosexualité, a dû annuler son concert à Beyrouth après avoir reçu des menaces de mort de plusieurs groupes chrétiens extrémistes³. En avril 2019, un réseau du nom d'« Assemblée familiale de Turquie » a été créé. Celui-ci appelle à l'annulation de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et à la fin de la « guerre mondiale contre la famille »⁴.

Le dénominateur commun de tous ces événements est **un rejet total des notions de genre et de féminisme**. Ces dernières années, nous observons une certaine hostilité à l'égard de l'égalité des genres des droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans le monde entier⁵. Les principales forces à l'œuvre derrière ce recul sont des mouvements et des groupes essentiellement conservateurs, fondamentalistes et nationalistes. Face à cela, le mouvement mondial des femmes est à la peine. Les discours sur la lutte contre la « théorie du genre » ou l'« idéologie du genre » sont apparus vers la fin des années 1990 et ce phénomène ne cesse de s'amplifier et de se développer à travers le monde. David Paternotte et Roman Kuhar le décrivent comme un **phénomène transnational et de plus en plus mondial**, partageant des pratiques et une résistance commune à l'égard de l'amélioration des droits des femmes et des personnes LGBTQI+. Fruit d'études universitaires sur le genre et de mouvements de mobilisation, la « théorie du genre » est considérée comme une menace pour la société, les valeurs traditionnelles, la famille nucléaire et la démocratie.

S'ils fonctionnent de différentes manières, **les mouvements anti-genre du monde entier partagent des éléments de langage étonnamment similaires**.

Tout d'abord, ils mettent en avant un monde binaire: « eux », les traditionalistes et nationalistes qui affirment protéger les enfants, les valeurs familiales, l'ordre et, dans certains cas, la religion, d'un côté, et « nous », les progressistes et les libéraux qui détruisent les valeurs traditionnelles, contraignent les pays à la dépravation et font du mal aux enfants, de l'autre. Le terme « idéologie du genre » constitue une colle symbolique dans la lutte contre ce mal⁶. Elle a même été qualifiée de « guerre culturelle », une guerre d'idées et d'idéologies⁷. Les cinq questions les plus fréquentes auxquelles s'attaquent les mouvements anti-genre concernent : les droits des personnes LGBTQI+, les études de genre, la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation (surtout l'avortement), l'éducation sexuelle et l'éducation à l'égalité. L'idéologie du genre crée des « alliances contre nature » improbables entre les orthodoxes, les catholiques, les islamistes, les laïques de droite, les nationalistes et les conservateurs.

Selon certains spécialistes, tels que David Paternotte et Eszter Kováts, **ces mouvements ont pour origine deux conférences de haut niveau des Nations Unies : la Conférence sur la population et le développement organisée au Caire en 1994 et la Conférence mondiale de 1995 sur les femmes qui s'est déroulée à Pékin**. C'est au Caire que les notions de droits sexuels et reproductifs pour les femmes sont apparues et à Pékin que le terme « genre » a remplacé celui de « sexe » dans le cadre des Nations Unies. Ces deux conférences ont symbolisé une véritable défaite idéologique pour le Vatican et divers autres mouvements animés de la même vision⁸. Depuis lors, le mouvement de ressac contre l'égalité des genres a pris la forme de diverses organisations de la société civile et de différentes tendances politiques qui perçoivent toutes le genre et le féminisme comme une menace pour nos sociétés.



#NOUSDIONS

Le présent rapport a été élaboré par EuroMed Droits et la Fondation Kvinna till Kvinna, deux organisations qui soutiennent de nombreuses organisations de la société civile œuvrant activement en faveur de l'égalité des genres et coopèrent avec celles-ci.

Ce rapport ne se veut pas exhaustif. Il donne un aperçu de la situation de la région Euro-Méditerranéenne, fondé sur des entretiens, l'examen de plusieurs recherches récentes et une enquête. Nous avons contacté des militants et militantes qui œuvrent pour l'égalité des genres dans cette région du monde afin de comprendre la situation actuelle. Nous avons examiné un corpus de publications sur le sujet et interrogé huit universitaires, militants et militantes ciblés par les mouvements anti-genre⁹. Nous avons réalisé une enquête à laquelle 50 militants et militantes ont répondu afin de cerner les tendances et de comprendre les facteurs qui expliquent cette tendance hostile, dans le but d'en évaluer les conséquences sur le mouvement des femmes et des personnes LGBTQI+ et de trouver des stratégies permettant de faire contrepoids à cette situation¹⁰. Le groupe de travail d'EuroMed Droits sur les droits des femmes et la justice de genre a, en outre, organisé un atelier en vue de consolider les messages à cet égard.

Pour mettre en œuvre l'égalité des genres, il s'agit notamment de lutter contre le racisme, de promouvoir les droits des personnes migrantes et réfugiées et d'attaquer de front la crise climatique.

Le genre constitue l'un des fondements de tout mouvement politique. Dans le présent rapport, nous avons mené des enquêtes sur les acteurs et actrices des mouvements anti-genre et leurs éléments de langage dans la région Euro-Méditerranéenne¹¹

Dans le cadre de la préparation du rapport, nous avons pu constater que les discours antiféministes et antiggenre étaient en recrudescence dans l'ensemble de la région Euro-Méditerranéenne ainsi qu'ailleurs. Les mouvements anti-genre utilisent une rhétorique et des stratégies que l'on peut qualifier d'« anti-genre » ou de « guerre contre le genre ». Ils définissent les revendications pour l'égalité des genres comme une idéologie du genre et les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ comme une menace destructrice pour la nation, les valeurs traditionnelles et les familles. Ce mouvement très stratégique, parfois détaché, est à l'origine de la réaction brutale contre l'égalité des genres. Il a entraîné **un environnement de travail plus dur – parfois même dangereux – pour les défenseurs et défenseuses des droits humains** en répandant la peur et la propagande, en limitant les chances des défenseurs et défenseuses des droits des femmes et



Photographie: Ester Perez Berenguer

des personnes LGBTQI+ d'obtenir des financements et, dans certains cas, en ayant recours à la violence pour réduire leurs voix au silence, aussi bien hors ligne qu'en ligne. La réponse du mouvement de défense des femmes et de la communauté LGBTQI+ doit être davantage axée sur l'élaboration de stratégies, la mobilisation et la création d'alliances dans des milieux de plus en plus hostiles

L'objectif général du présent rapport, et de la campagne qui l'accompagne, est d'encourager la création de mouvements et l'élaboration de stratégies parmi les militants et militantes œuvrant en faveur de l'égalité des genres dans cette région du monde. Le rapport se penche sur la manière dont nous pouvons avancer et **formuler des contre-arguments pour renforcer l'appel mondial en faveur d'une société plus égalitaire et inclusive**. La portée limitée de l'enquête réalisée ne nous permet pas de généraliser les résultats. L'enquête et les entretiens sont toutefois étayés par la documentation existante et les recherches sur le sujet. Il est important de signaler que l'idéologie du genre ou la lutte contre la « théorie du genre » a fait l'objet de nombreuses études en Europe ces dernières années, mais qu'elle n'a pas encore été étudiée au Moyen-Orient et dans les pays d'Afrique du Nord.

Dans nos sociétés, les discours ont de l'importance. Ils sont autant d'histoires qui, à force de répétition, en

viennent à être intégrées et transformées en réalités. C'est la raison pour laquelle, face à ces conteurs populistes bien organisés et financés (parfois enclins à utiliser de fausses informations), fers de lance des mouvements anti-genre, **le mouvement de défense des femmes et des personnes LGBTQI+ doit se tenir prêt à raconter ses propres histoires** et à construire un paradigme et un projet pour la société, fondés sur la notion d'égalité des droits pour l'ensemble des êtres humains. Cette nécessité se fait d'autant plus pressante que les mouvements contre l'égalité des genres ne constituent peut-être pas qu'un simple contrecoup en soi.

Et si, comme le soulignent des intellectuel·le·s tel·le·s qu'Andrea Petó, ils étaient le signe d'un nouveau paradigme ? Une forme de résistance des « démocraties illibérales » à ce qu'elles perçoivent comme une « démocratie néolibérale mondialisée ». Pour reprendre les propos de Jair Bolsonaro en visite chez un autre propagateur de l'idéologie du genre et de sa rhétorique, le président américain Donald Trump, prononcés à l'occasion d'une conférence de presse : « En conclusion, le Brésil et les États-Unis sont solidaires dans leurs efforts visant à garantir le respect des libertés, des modes de vie de la famille traditionnelle, de Dieu, notre créateur, contre l'idéologie du genre, le politiquement correct et les fausses informations »¹².

LES CONCEPTS CLÉS DE LA LUTTE CONTRE LE GENRE EN EUROPE

En Europe, les premières campagnes de lutte contre la « théorie du genre » ont commencé en 2005-2006. Elles se sont rapidement propagées en Italie et ont progressé en France avec « la Manif pour tous » contre le mariage entre personnes du même sexe en 2012. Nous avons observé des événements similaires en Slovénie de 2009 à 2012 ainsi qu'en Croatie, en Hongrie, en Pologne, en Allemagne, en Suède, etc. de 2014 à 2015. Curieusement, les causes et les déclencheurs de ces mouvements diffèrent, mais la mobilisation et les arguments sont comparables.



« Ces mouvements [anti-genre] partagent non seulement un ennemi commun, mais également des discours, des stratégies et un style d'action caractéristique. Nous les étiquetons de campagnes transnationales de lutte contre le genre pour mettre en exergue leur portée mondiale et souligner leur profil particulier dans le contexte plus vaste de l'opposition au féminisme et aux droits de la communauté LGBTQI+ »¹³

Le rejet du féminisme et du genre est assez fort pour créer un terrain d'entente ; des collaborations se sont, par exemple, formées entre des activistes catholiques et orthodoxes en Bulgarie dans le cadre du mouvement anti-genre¹⁴. En Europe, les organisations internationales de lutte contre la « théorie du genre » comptent parmi leurs membres l'initiative citoyenne européenne « Mum, Dad & Kids », la plateforme CitizenGo (présente dans plus de 50 pays du monde), l'organisation European Dignity Watch et le Centre européen pour le droit et la justice. L'organisation la plus importante de toutes est le Congrès mondial des familles. Parmi les réseaux, nous pouvons citer le Political Network for Values, Agenda Europe, ADF International, One of US et l'organisation Tradition, famille et propriété. Leurs financements proviennent du lobby chrétien de droite aux États-Unis, d'organisations non gouvernementales, de milliardaires, d'oligarques russes et de leurs fondations, de fonds publics, de sources provenant de l'UE et de financements collectifs¹⁵. Roman Kuhar répartit les organisations anti-genre en trois catégories : le groupe des « nouveaux », le groupe des « anciens » et le groupe des « alliés ». Les « citoyens inquiets », les instituts, les conseils parlementaires et les partis politiques font partie du groupe des « nouveaux ». Le groupe des « anciens » se compose d'acteurs religieux, de lobbys anti-avortement, de groupes familiaux et de la droite radicale. Enfin, les « alliés » sont des universitaires, des figures politiques, des entreprises et des médias.

Selon Roman Kuhar, la principale stratégie des mouvements anti-genre est la **politique de la peur**. Celle-ci combine des faits partiels, des constructions fictives et la répétition systématique d'affirmations de bon sens jusqu'à ce que le discours devienne une nouvelle vérité. La **panique morale** constitue une autre stratégie. Celle-ci puise dans les menaces pesant sur le bien-être des enfants et prétend être la voix de la raison dans un monde où tout « est allé trop loin ».

Le **discours de la majorité bâillonnée contre l'élite** est également une pratique fréquente. Parmi d'autres stratégies concrètes, l'on peut citer la rédaction de pétitions, les activités de lobbying auprès d'institutions,

le ciblage de responsables politiques et la production d'autres sources de connaissances.

Dans leurs discours, les mouvements anti-genre détournent souvent les notions de féminisme et de droits humains pour servir leurs propres intérêts. Les mots tels que « liberté », « vie » et « famille » reviennent fréquemment. Par exemple, les « droits des mères » se substituent aux « droits des femmes » et l'« intégration de la dimension genre » est remplacée par l'« intégration de la famille ». La principale stratégie à l'égard du public consiste à transformer les discours archaïques et souvent religieux en des discours colorés, jeunes et dynamiques¹⁶. Bien souvent, les arguments donnés suivent une logique comportant quatre éléments : premièrement, le concept de genre constitue une menace anthropologique, en ce qu'il met en danger la reproduction. Deuxièmement, cette notion est porteuse d'un projet pour la société qui est contraire au dessein de Dieu et contre nature ; le genre n'est pas une construction sociale, il est naturel. Troisièmement, le genre met les enfants en danger. Quatrièmement, le genre et le féminisme sont perçus comme une menace démocratique, promouvant un régime et une idéologie totalitaires. Il s'agit du langage d'une élite perversie à la tête d'un projet néocolonial¹⁷.

La triple « crise » des finances, de la sécurité et des réfugiés (qu'il conviendrait plutôt de qualifier de « crise humanitaire ») renforce les mouvements populistes et nationaux en Europe, car ceux-ci répandent l'idée selon laquelle l'idéologie du genre est intimement liée à ce qui a déclenché la crise. Ainsi, **le genre est assimilé à la migration, aux droits des personnes minorisées, à la mondialisation, à l'individualisme et même à la précarité grandissante**. Le mouvement des femmes s'est mis à réagir à ce phénomène en unissant ses forces à celles du mouvement de lutte contre le racisme et du mouvement écologiste, mais ces collaborations se font encore rares et en sont aux premiers stades de leur développement.

LES CONCEPTS CLÉS DE LA POLITIQUE DE GENRE DANS LA RÉGION MENA

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord touchés par les révolutions du Printemps arabe en 2011 et autour de cette année-là ont obtenu des résultats contrastés en matière d'égalité des genres.

Certains pays ont constaté des répercussions négatives sur les droits des femmes¹⁸. Les guerres et les conflits ne sont pas réputés pour favoriser l'égalité des genres¹⁹. Au contraire, dans les situations incertaines, les relations et les rôles de genre traditionnels ont tendance à se réaffirmer²⁰.

Beaucoup de temps s'est écoulé depuis l'invention, par Edward Saïd, du terme « orientalisme » qui conçoit le Moyen-Orient comme le miroir des empires occidentaux²¹. Il est important de garder ce concept à l'esprit lorsque l'on aborde la lutte contre le genre dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La notion suivante prévaut:

”

« À ce jour [l'Occident] a attaqué l'islam en particulier au sujet du traitement qu'il réserve aux femmes, ce qui a incité de nombreux habitants du Moyen-Orient à défendre ce traitement en réaction à l'impérialisme ».²²

Deux visions patriarcales s'opposent : l'homme blanc « veut sauver la femme de couleur de l'homme de couleur » (pour reprendre la citation emblématique de la chercheuse et féministe indienne Gayatri Spivak)

et inversement, chaque camp affirmant être celui qui traite le mieux les femmes²³. Dans les pays déchirés par des conflits internes, comme Chypre, tiraillé entre les populations Grecs et Turcs, cette dichotomisation autour du genre est courante^{24, 25}.

L'anti-occidentalisme est un concept essentiel pour comprendre le rejet de l'égalité des genres dans certaines parties de la région MENA²⁶. La montée de l'islamisme dans les pays de cette région après 2011 était étroitement liée à un retour à ce que l'on croit être une « pureté généalogique » et, par analogie, à la volonté de « redonner à la femme sa juste place ». Ce « retour » peut être considéré comme un signe de contre-idéologie ou de contre-paradigme aux sociétés capitalistes occidentales. Dans le cas du néofondamentalisme algérien, le lien entre le postcolonialisme et la dissolution des valeurs sexuelles et morales est clairement établi.

La politique en matière de genre est au centre du projet anti-occidental, anti-impérialiste. Selon le néoislamisme, la réimposition d'un « ordre sexuel » est la seule solution pour mettre fin à l'oppression et à l'influence impérialiste : « attribuer tous les maux de la société algérienne à la débauche des femmes, qui sont considérées comme les prostituées de la situation postcoloniale moderne »²⁷.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Environ 95% des personnes interrogées lors de l'enquête réalisée dans le cadre du présent rapport déclarent utiliser Facebook comme principale plateforme de médias sociaux, avant Twitter et Instagram.

Une personne interrogée sur trois a été victime de harcèlement verbal ou écrit, en ligne et hors ligne. Un pourcentage légèrement inférieur n'a jamais subi d'attaques écrites ou verbales. Quatre personnes sur dix ont été victimes d'agression ou de harcèlement physique et/ou sexuel. La nature de ces attaques varie, mais 40% des personnes interrogées disent avoir fait l'objet de diffamation et 24% avoir reçu des menaces de violence contre elles-mêmes, leur famille ou leurs ami-e-s. Sur 50 personnes interrogées au total, cinq ont été menacées de mort. Ces chiffres terrifiants, qui indiquent en réalité que si l'on s'engage dans la lutte en faveur de l'égalité des genres, il y a 10% de risque que l'on fasse l'objet de menaces, d'une manière ou d'une autre, ne peuvent être associés directement aux mouvements anti-genre. Toutefois, les entretiens réalisés et la documentation mobilisée laissent entendre que les attaques de ce type (qu'elles soient verbales ou physiques) sont la conséquence d'une structure patriarcale que les mouvements anti-genre tentent de préserver, voir de renforcer.

Lorsqu'on leur a demandé qui se cachait derrière ces attaques, les personnes interrogées ont retenu quatre propositions principales: des personnes aléatoires, des mouvements d'extrême droite, des nationalistes et des fondamentalistes. Le fait que la proposition la plus souvent retenue désigne des « personnes aléatoires », à savoir des personnes sans aucune affiliation connue à des organisations, pourrait dénoter l'enracinement profond du discours anti-genre dans les sociétés et, dans les faits, son impact sur les « citoyens inquiets » auxquels s'adresse le mouvement anti-genre. Dans les pays où les éléments de langage anti-genre sont utilisés par le gouvernement lui-même, l'opinion publique n'est généralement pas favorable aux droits des femmes et à l'égalité des genres.

Il y a cependant des exceptions ; une évolution a eu lieu en Pologne lorsque, en 2018, les « Black Protests » contre un projet de loi anti-avortement ont véritablement sensibilisé le grand public et renforcé le mouvement féministe. Les autres propositions les plus choisies sont

moins surprenantes. Avec la croissance des mouvements fondamentalistes, nationalistes et d'extrême droite, la notion selon laquelle l'égalité des genres est néfaste pour la société fait partie intégrante de la rhétorique.

73 % de l'ensemble des personnes interrogées ont déclaré que le discours contre l'égalité des genres, les droits des femmes et les droits des personnes LGBTQI+ était plus véhément ces deux, trois dernières années.

Les raisons de cette accentuation du discours anti-genre varient, mais la plupart des participant-e-s à l'enquête s'accordent pour dire que le discours d'aujourd'hui est moins dissimulé et est plus présent dans le débat public. Certaines personnes ont constaté que le gouvernement et/ou les partis politiques de leur pays s'exprimaient plus ouvertement de manière LGBTphobe et discriminatoire à l'égard des femmes et s'opposaient ostensiblement à l'éducation sexuelle, par exemple.

Les mouvements anti-genre semblent mieux organisés de nos jours, les conservateurs disposant de nouveaux financements et de nouvelles méthodes pour élaborer des discours antiféministes et anti-LGBTQI+. Quelques personnes interrogées ont remarqué que le mouvement anti-genre créait ses propres réseaux non gouvernementaux dans le but de propager ses idées.

Lorsqu'il leur a été demandé quelles raisons politiques, économiques et/ou sociales se cachaient derrière l'émergence du mouvement anti-genre, trois personnes interrogées sur quatre ont répondu que les femmes et les personnes LGBTQI+ menaçaient les sociétés patriarcales et les avantages que ces sociétés apportent à certaines personnes. Environ 40 % des personnes interrogées estiment que les sociétés sont plus conservatrices et certaines déclarent que leur gouvernement est de plus en plus contraint par la religion. Près de la moitié des personnes ayant répondu à notre enquête ont affirmé que le renforcement du nationalisme dans notre société jouait un rôle essentiel en attisant l'hostilité à l'égard des idées perçues comme des « occidentales ». Quelques-unes des personnes interrogées ont indiqué qu'elles étaient persuadées que les autorités se servaient de leur pouvoir pour influencer et manipuler des individus afin de réorienter leur mécontentement, par exemple, vers la mondialisation, les personnes réfugiées, les femmes en général, les personnes LGBTQI+ et les féministes.



Photographie: Oliver Cole

LES ARGUMENTS ANTI-GENRE DANS LA RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE

En règle générale, les normes relatives au genre évoluent dans le temps et l'espace. De nos jours, nous rencontrons plusieurs types d'arguments utilisés par le mouvement anti-genre. Pour les comprendre vraiment, nous devons nous souvenir d'événements et de symboles contemporains et parfois même historiques. Dans cette partie du rapport, nous présentons la façon dont les arguments anti-genre s'utilisent dans une série de contextes spécifiques de la région EuroMéditerranéenne. Dans le cadre de l'enquête réalisée, 58 % des personnes interrogées ont déclaré rencontrer les termes « genre », « idéologie du genre », « droits des femmes » et/ou « LGBTQI+ » dans un sens agressif ou négatif plusieurs fois par semaine. D'après cette enquête, cinq arguments sont plus fréquemment utilisés contre l'égalité des genres : l'égalité des genres détruit les valeurs familiales et traditionnelles ; il s'agit d'une influence occidentale ; elle n'a pas lieu d'être, car les femmes et les hommes sont déjà égaux ; l'égalité des genres va trop loin ; et elle introduit un troisième sexe. Ces arguments transparaissent dans les résultats de l'étude documentaire et des entrevues. Sur la base des résultats du présent rapport et de l'analyse de la documentation, les cinq arguments les plus importants peuvent être résumés comme suit :

- 1. L'argument du « produit d'importation de l'Occident » :**
le genre est un concept occidental ou marxiste qui est imposé de façon néocoloniale ou qui ne s'intègre tout simplement pas dans la société concernée. Par exemple, en Turquie, les élites islamistes et les membres du gouvernement sont convaincus que le « féminisme occidental » est contradictoire aux racines islamiques de la Turquie et que les influences « de l'Occident » ont perverti les femmes turques, détruit la véritable famille turque et introduit l'immoralité dans la société turque.
- 2. L'argument de la nature et de Dieu :** les hommes et les femmes seraient différents par nature et donc, inégaux. Les hommes et les femmes doivent être considéré-e-s comme complémentaires. Le genre et le féminisme sont contraires au dessein de Dieu et à la religion. Il arrive que ces arguments ne soient pas reliés à la religion, mais à un certain discours scientifique antiféministe répandu dans des sociétés plus séculaires. Par exemple, le parlementaire européen Janusz Korwin-Mikke a tenu ce genre de propos sexistes en déclarant que les femmes ne méritaient pas l'égalité salariale, car elles étaient *naturellement* plus petites et plus faibles.

3. L'argument idéologique: cet argument vise généralement à ébranler les concepts et les objectifs du féminisme. Il se répand comme la vérité et fonde son idéologie sur une critique du genre et du féminisme, par exemple, la notion selon laquelle les études de genre ne sont pas une science et que le genre est un concept totalitaire. D'après cet argument, une élite restreinte tenterait d'imposer ses idées aux « citoyens et citoyennes ordinaires » et pousserait à l'homosexualité dans le but de détruire les valeurs familiales. Le « genre » et le féminisme sont vus comme des projets de société faisant partie de politiques néolibérales qui détruisent et dérégulent notre monde. En Hongrie, les études de genre sont interdites et le gouvernement affiche ouvertement et fièrement son caractère homophobe, reprochant au monde néolibéral et à la société mondialisée ses problèmes et ses crises. En Macédoine du Nord, la première Gay Pride a eu lieu en 2019, réveillant ainsi le mouvement anti-genre et l'incitant à s'investir de plus en plus sur les médias sociaux. Les porteurs du mouvement antiggenre prétendent s'occuper des personnes dans le besoin, contrairement aux « élites » féministes.

4. La politique de la peur: cette politique met en avant les idées selon lesquelles le genre serait néfaste pour nos enfants et créerait une société « asexuée » (les garçons seront des filles et les filles des garçons). Elle dépeint la lutte organisée en faveur de l'égalité des genres comme faisant partie d'une conspiration de la communauté LGBTQI+. Enfin, le genre et le féminisme entraîneront la fin de notre civilisation (crise anthropologique). En Pologne, les responsables politiques rejettent fréquemment les problèmes économiques et financiers du pays sur le concept de genre, que les populistes utilisent comme stratégie

pour rester au pouvoir. En République tchèque, le prêtre catholique et ancien ministre de l'Éducation Petr Piřha a déclaré dans l'un de ses sermons que la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes aurait notamment pour conséquence la création de « camps de concentration pour les parents, qui ont élevé leurs enfants traditionnellement – pour élever les filles comme des filles et les garçons comme des garçons »²⁸.

5. L'argument « l'égalité des genres va trop loin »: l'argument antiféministe classique qui est utilisé depuis des siècles. Ça va tout simplement trop loin. Les hommes sont en crise à cause de l'égalité des genres : certains se sentent opprimés et estiment que l'égalité des genres est une idéologie discriminatoire à l'égard des hommes ; d'autres considèrent que les femmes et les hommes sont déjà égaux, donc pourquoi faire tant d'histoires à ce sujet ? En République Tchèque, à nouveau, lorsque l'Eglise est parvenue à retourner l'opinion publique contre la Convention d'Istanbul sur la violence à l'égard des femmes, le Premier ministre est revenu sur sa promesse de la mettre en œuvre, déclarant que ce n'était pas nécessaire puisque les droits des femmes bénéficiaient déjà d'une protection. L'une des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête a fait remarquer que certains arguments anti-genre laissaient sous-entendre que son organisation « voulait plus que ce dont les femmes avaient besoin » et qu'« elle ne devrait pas s'immiscer dans des questions qui ne concernent pas les femmes ». Le même genre de déclarations nous sont parvenues par le biais de plusieurs militants, militantes et universitaires dans le cadre d'entretiens et de discussions.

Etudes de cas

LA LUTTE CONTRE LA THÉORIE DU GENRE DANS LA DÉMOCRATIE ILLIBÉRALE DE TURQUIE

Bien que les termes « anti-genre » et « idéologie du genre » ne soient apparus que très récemment dans le vocabulaire de la politique de genre en Turquie, la politique anti-genre remonte, elle, à 2011 lorsque le parti islamo-nationaliste autoritaire au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), s'est mis à contourner des lois relatives à l'égalité des genres au profit de politiques pronationalistes en faveur de la maternité²⁹.

En Turquie, la principale force contre l'égalité des genres est le parti au pouvoir, mais celui-ci agit avec l'appui de mouvements populaires³⁰. Les discours antiggenre proviennent d'écrivains islamistes radicaux, de journalistes conservateurs, d'universitaires et d'organisations non gouvernementales. La KADEM, organisation des droits des femmes contrôlée par le gouvernement (dans une tentative de l'AKP de détourner le puissant mouvement féministe indépendant en Turquie), et le Conseil de l'enseignement supérieur jouent également un rôle majeur contre l'égalité des genres.³¹

L'État turc a attaqué les études de genre à maintes reprises et exclu plusieurs chercheurs et chercheuses queer et féministes d'universités et d'autres établissements. Les études de genre ne sont pas interdites en tant que telles, mais les mesures de répression compliquent la tâche des chercheurs et chercheuses. Plusieurs organisations de femmes ont dû fermer leurs portes et le militantisme LGBTQI+, qualifié d'« atteinte à la moralité publique », fait l'objet d'une répression brutale. Les féministes kurdes sont particulièrement victimes de violences. Au niveau politique, à l'exemple de la Hongrie qui a remplacé tout ce qui se rapportait au genre ou aux

femmes par la « famille »³², le gouvernement turc a constitué un ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux, qui rend compte à la Présidence des affaires religieuses. Les discours prononcés par les responsables politiques turcs puisent largement leur inspiration dans ceux des mouvements anti-genre européens. Les élites islamistes et le gouvernement sont convaincus que le « féminisme occidental » va à l'encontre des racines islamiques de la Turquie. Ces influences « occidentales » sont décrites comme ayant « perverti les femmes turques, détruit la véritable famille turque et introduit l'immoralité dans la société turque »³³. De toute évidence, l'État s'efforce de créer un nouveau paradigme, une alternative à l'Europe décadente à l'ère de la mondialisation³⁴.

Le 8 mars 2019, les politiques anti-genre ont fait un pas en avant en Turquie³⁵. Un nouveau réseau, l'« Assemblée familiale de Turquie », a publié une annonce sur les médias sociaux, demandant aux citoyens de « mettre fin à la guerre mondiale contre la famille ». C'est exactement le même slogan qui est utilisé par le mouvement anti-genre en Europe et ailleurs. Selon ce mouvement, « le terrorisme de l'égalité des genres et de l'homosexualité est un crime contre l'humanité »³⁶. Les membres de ce mouvement veulent rétablir l'importance du statut familiale et lever l'interdiction des mariages de mineures.

LE CONCEPT PROBLÉMATIQUE DU GENRE EN TUNISIE

Selon la sociologue et militante féministe tunisienne Khadija Chérif, en Tunisie, les mouvements anti-genre remontent à l'époque de la Conférence de 1994 sur la population et le développement qui s'était tenue au Caire. Elle donne l'explication suivante :

– À cette époque, les conservateurs, les islamistes, le Vatican et même l'Iran ont tenté ensemble d'empêcher l'amélioration des droits des femmes. Les pires ennemis sont toujours prêts à unir leurs forces contre les droits des femmes. Le terme « genre », lui-même, suscite une hostilité considérable dans ce pays. Il est débattu en long et en large au Parlement chaque fois qu'on le mentionne. Par exemple, lors des débats relatifs à la loi intégrale sur la lutte contre les violences faites aux femmes, l'utilisation du terme « genre » a fait l'objet de plusieurs semaines de négociations.

Pour beaucoup de personnes, reconnaître le genre revient à reconnaître l'homosexualité. Ce constat ne s'applique pas exclusivement à la Tunisie. Le terme « genre » apporte son lot de complications dans de nombreuses régions du monde et est traduit de dix façons différentes dans le monde arabophone. Le genre, ou tout ce qui a trait aux droits des femmes, est souvent considéré comme contraire aux valeurs traditionnelles et religieuses. Les mouvements anti-genre affirment qu'il est nécessaire de préserver l'unité familiale et de ne pas céder à la décadence. Des discours contre le terme « genre » peuvent se répandre à la mosquée lors du sermon.

– Ce terme suscite l'indignation, explique Amel Grami, directrice du programme d'études de genre de l'université de La Manouba. Auparavant, les attaques antiféministes étaient majoritairement dirigées contre des militants et des militantes. Maintenant, elles

visent aussi les professeurs et professeures d'études de genre. Les études de genre sont perçues comme une activité qui normalise l'homosexualité et la met en avant.

Selon Khadija Chérif, le premier argument avancé contre les droits des femmes et l'égalité des genres consiste à invoquer la religion. Le retour de bâton que subissent les féministes en Tunisie s'articule autour du mouvement des droits des femmes qui serait influencé par l'Occident, en introduisant des concepts étrangers à la société tunisienne et allant à l'encontre de son identité, de sa nation et de sa culture. Les mouvements islamistes sont puissants et paient des pirates informatiques pour harceler et « troller » des chercheurs et chercheuses féministes en ligne. Ils sont très organisés et constamment connectés sur les réseaux sociaux, ce qui leur permet de s'en prendre directement à des militant·e·s et à des professeur·e·s par l'intermédiaire d'e-mails, de raids, d'attaques informatiques, etc.

Amel Grami a elle-même été victime de harcèlement sur les réseaux sociaux et une attaque a été lancée contre elle après son intervention dans les médias sur le thème de l'homosexualité et de la religion.

– Je pense que cette situation doit être examinée dans le contexte de la peur liée à l'avenir, à la crise économique et au terrorisme. Le retour aux valeurs traditionnelles, comme la famille, est considéré comme quelque chose de « naturel ». Le genre est perçu comme une menace pour ces valeurs « sûres ». C'est une invasion de l'« Autre » qui, dans un contexte incertain, peut sembler étrangère et dangereuse. Mais il s'agit également d'une tentative classique des forces conservatrices de préserver patriarcat et privilèges, explique-t-elle.

NATIONALISME ET RELIGION : UN COCKTAIL TOXIQUE AU CŒUR DES BALKANS OCCIDENTAUX

Les arguments utilisés contre l'égalité des genres présentent des caractéristiques similaires dans les Balkans occidentaux ; les discours haineux envers la communauté LGBTQI+, les reproches faits à « l'Occident » de tenter d'influencer la société, et la nécessité de protéger les valeurs familiales et traditionnelles.

Les discours concernant l'égalité de genre dans la région des Balkans s'entrecroisent dans des conflits religieux, nationalistes et politiques. Afin de comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de revenir à l'ancienne entité qui unissait la majeure partie des pays actuels des Balkans occidentaux: la Yougoslavie.

Il est intéressant de noter qu'à cette époque, l'égalité de genre était garantie par la loi. Les droits civils et politiques étaient inscrits dans la législation et l'avortement était autorisé. L'égalité existait, du moins sur papier. Cependant, la société en général était plus traditionnelle et la Yougoslavie était une société patriarcale sur le plan culturel et structurel. Durant les années 1990, la montée du nationalisme et du populisme a servi de carburant à une guerre effroyable, fondée sur l'origine ethnique et la religion. Dans un contexte politique et social très instable, les discours axés sur « un ennemi unique » sont susceptibles de se répandre pour unifier la nation, entité forte et légitime, contre un ennemi extérieur. Cette rhétorique transparaît dans les discours actuels selon lesquels les femmes (re)produisent la nation, l'identité et la culture et sont les « véritables mères de

la nation ». L'on se sert de ce concept pour s'opposer aux personnes féministes, qui causent du tort à la nation et la détruisent.

Dans les années 2000, le processus d'élargissement de l'UE a fortement incité de nombreux gouvernements nationaux des Balkans occidentaux à adopter des lois en faveur de l'égalité des genres. Il s'agissait d'une condition pour entrer dans l'Union européenne. Cela a contribué à modifier la législation et permis d'attirer des investissements étrangers considérables dans la région. Ceux-ci jouent un rôle dans la politique de genre. Un exemple symbolique est celui de la loi serbe sur l'égalité des genres qui n'a toujours pas été adoptée pour des « raisons budgétaires » et parce qu'elle ne serait pas « en faveur du monde des affaires et des investissements étrangers »³⁷.

À l'heure actuelle, les acteurs des mouvements anti-genre dans les Balkans occidentaux sont à la fois des organisations de la société civile (ayant souvent des affiliations religieuses), des partis politiques, des intellectuels et l'Église. Ils entretiennent des liens étroits et collaborent entre eux. Certains intellectuels américains farouchement opposés au concept de genre exercent une influence dans les Balkans. Les travaux de Jordan Peterson, intellectuel canadien connu pour ses positions antiféministes, anti-gauche et transphobes, ont notamment été traduits en serbe. En général, l'élément déclencheur des mouvements anti-genre dans les Balkans concerne la question des droits des personnes LGBTQI+. Selon

Maja Stajcic, membre du bureau de la Fondation Kvinna till Kvinna à Belgrade, les propos de Peterson sont très populaires et alimentent les discours des mouvements anti-genre:

– Les mouvements antiggenre sont assez puissants pour être capable de déstabiliser tous les processus innovants dans la société serbe. C'est ce qui s'est produit lorsqu'une initiative visant à inclure l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires, qui avait été préparée par des organisations de la société civile pendant de nombreuses années, a été présentée au public serbe. Le jour-même, des représentant-e-s de mouvements anti-genre ont fait le tour des médias, faisant valoir que cette initiative constituerait une violation des droits de l'enfant et était dictée par « l'Ouest ». La réaction était si bien coordonnée qu'elle réussit à faire abandonner le projet.

Les discours populistes et anti-genre parviennent à catalyser la peur de l'avenir et à réorienter les préoccupations économiques et sociales pour les diriger vers un seul ennemi: le genre. Le pouvoir des mouvements anti-genre vient de leur capacité à utiliser les médias. Ils ont une présence sur tous les types de plateformes de médias sociaux et diffusent des messages brefs et percutants, souvent parfaitement adaptés aux nouveaux médias.

En Macédoine du Nord, le mouvement anti-genre s'est soulevé d'une manière que l'on pourrait qualifier de véritable ressac contre l'égalité de genre. Au cours des dix dernières années, un gouvernement très traditionaliste et religieux était au pouvoir. Durant son mandat, ce gouvernement a mis en avant des valeurs traditionnelles et religieuses, mené des campagnes contre l'avortement et souligné de manière générale le rôle traditionnel des femmes, niant de fait leurs droits humains. Comme les propos anti-genre venaient de l'État lui-même, peu de mouvements se sont élevés pour lutter contre les droits des femmes et des personnes LGBTQI+.

Un scandale gouvernemental de grande ampleur est alors survenu. En dévoilant la mise sur écoute téléphonique de citoyens et citoyennes, ce scandale a provoqué une série de troubles dans le pays et le gouvernement s'est vu contraint de démissionner.

Un autre parti plus libéral a ensuite été élu. Celui-ci a amélioré les droits des femmes de nombreuses façons. La loi sur l'avortement a notamment été modifiée et une loi contre la discrimination incluant l'orientation sexuelle comme critère de discrimination a été mise en place. En mai 2019, la première Gay Pride a eu lieu à Skopje. Devant ces vagues de libéralisation sociétale, des mouvements anti-genre ont commencé à apparaître dans le débat public. Voskre Naumoska Ilieva, qui travaille pour la Fondation Kvinna till Kvinna en Macédoine du Nord, nous a fait part de ses réflexions:

– Les mouvements anti-genre sont souvent liés à des communautés religieuses. Il s'agit d'organisations de la société civile composées de « citoyens inquiets ». Ils interviennent activement sur les médias sociaux et se forment une bonne réputation de groupements attentifs au peuple. Ils se montrent actifs dans la sphère politique et peuvent conclure des alliances improbables, comme celle qui a été créée en réaction à la loi sur l'avortement et qui réunit tous les chefs des principaux courants religieux de Macédoine du Nord ; orthodoxes, musulmans et catholiques.

LE POUVOIR DE L'ÉGLISE ET DES DISCOURS ANTI-GENRE EN POLOGNE

Les mouvements anti-genre ont fait leur apparition en Pologne en 2012, lors de l'examen au Parlement de la Convention d'Istanbul sur la prévention de la violence fondée sur le genre.

Les discussions ont porté sur le terme « genre » utilisé dans la Convention. Quelques années plus tard, le débat a refait surface, le nouveau gouvernement prévoyant de se retirer de la Convention. Le gouvernement a ensuite changé d'avis, déclarant qu'il n'avait pas besoin de se retirer officiellement de la Convention et qu'il lui suffisait de ne pas la respecter. La Convention d'Istanbul est actuellement lettre morte, selon Liliana Religa, coordinatrice des communications de la Fédération pour les femmes et la planification familiale en Pologne. En 2016, une nouvelle attaque contre le féminisme et le genre a été déclenchée par la fécondation in vitro³⁸. Des figures politiques du parti Droit et justice s'en sont pris à des militants et militantes dans le cadre d'une propagande agressive diffusée dans les médias. Liliana Religa explique en quoi le concept de genre s'est révélé très utile pour les politiciens conservateurs:

– Ils ont tendance à reprocher aux forces progressistes tout ce qui va mal dans le pays. Le genre est considéré comme une menace pour la nation et sa culture. Ils avancent un autre argument majeur contre l'égalité de genre : elle serait un produit importé de l'Occident. Les personnalités politiques affichent des positions anti-genre pour obtenir des voix sur des questions primordiales telles que le genre et les personnes réfugiées.

Parmi les raisons de la lutte contre le concept de genre, Liliana Religa explique que le genre permet de susciter la peur parmi la population dans le cadre d'une stratégie politique efficace de certains populistes

pour se maintenir au pouvoir. Dans le contexte de la mondialisation, où règne la crainte de l'avenir, il est facile d'imputer la détresse financière et économique et le nouveau paradigme néolibéral à une question telle que le genre. Liliana Religa poursuit:

– En Pologne, l'Église catholique est incroyablement puissante et très conservatrice. Le Pape actuel est jugé trop libéral sur de nombreux points et les acteurs du mouvement anti-genre sont stratégiques. Ils créent de fausses organisations non gouvernementales, comme l'« Institut des avocats ». L'objectif de cette organisation est de restaurer l'« ordre national ». Ses membres s'opposent farouchement à l'avortement, mais dissimulent leurs véritables intentions derrière un nom neutre et fondé sur le droit.

L'« Institut des avocats » aborde tout ce qui a trait à l'éducation sexuelle et aux droits à l'avortement et s'oppose aux notions de violence fondée sur le genre et de violence domestique. Il se spécialise dans la production de rapports et d'avis. C'est, par exemple, l'« Institut des avocats » qui était à l'origine du projet de loi qui a été bloqué par les manifestations noires en 2018 sous prétexte qu'il aurait considérablement réduit les droits à l'avortement des femmes. En réalité, ce projet de loi spécifique s'est révélé jouer en faveur du mouvement des femmes en Pologne. Les manifestations noires ont permis de recueillir plus de 150 000 signatures et de renforcer considérablement le soutien de l'opinion publique aux droits sexuels et reproductifs dans ce pays. Liliana Religa explique:

– Les manifestations de masse ont permis d'alerter la population sur la gravité de telles lois et de susciter l'intérêt de la communauté internationale et des médias pour ce qu'il se passe en Pologne.

LA LUTTE CONTRE LE GENRE DANS LA SECULAIRE RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

En 2015, Amnesty International a publié une pétition pour que la République Tchèque signe la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

À l'époque, le processus s'est déroulé sans heurts et il n'a pas été nécessaire de mener une campagne intense pour que la Convention soit adoptée. Le gouvernement avait alors promis de la ratifier en 2018.

– C'est à ce moment-là que le mouvement anti-genre s'est réveillé et a organisé une campagne de taille contre la ratification de la Convention d'Istanbul. L'Église s'en est mêlée et un évêque important a prononcé un discours qui a effrayé le peuple, explique Diana Gregorová du Česká ženská lobby (Lobby tchèque des femmes).

Les églises ont commencé à distribuer des pétitions et des brochures contre la Convention d'Istanbul. Beaucoup d'informations erronées ont circulé, ce qui a contraint le Lobby tchèque des femmes à porter plainte. Lorsque les responsables politiques se sont aperçus du changement d'opinion relatif à l'égalité des genres et à la Convention d'Istanbul, ils ont également modifié leur position de façon spectaculaire. Diana Gregorová poursuit son explication:

– Le Premier ministre actuel, qui était ouvertement en faveur de la Convention, en est venu à affirmer que la République tchèque n'avait pas nécessairement besoin de la Convention d'Istanbul et que lois tchèques protégeaient déjà les femmes contre la violence.

Les mouvements anti-genre et les groupes catholiques ont avancé plusieurs arguments au sujet des enfants. L'idéologie du genre rendrait les enfants neutres sur le plan du genre ; il n'y aurait plus ni de filles ni de garçons, mais bien un troisième « sexe ». Les mouvements anti-genre ont même affirmé que la Convention d'Istanbul ferait disparaître les fêtes catholiques. Diana Gregorová explique ce phénomène:

– Dans cette tempête de fausses vérités et de campagnes alarmistes, les féministes tchèques ont

essayé de réagir comme elles le pouvaient, mais elles ont été prises au dépourvu par un soudain retour de bâton. Nous avons mis l'accent sur l'aspect politique, nous avons écrit des lettres et rencontré des personnalités politiques, mais le mouvement anti-genre a continué de bénéficier d'un appui immense et n'a pas eu peur de raconter des mensonges.

Le Lobby tchèque des femmes a décidé d'éviter d'utiliser le terme « Convention d'Istanbul » qui, en plus de faire l'objet de controverses, pouvait être rattaché à des propos hostiles aux migrants à cause de son intitulé. Il a également fait le choix de ne plus utiliser le mot « genre » en raison de la controverse qu'il entraîne. Les forces à l'origine de ce retour de bâton contre l'égalité de genre sont des mouvements populaires liés à la sphère politique et au monde religieux. Preuve en est, la « Central European Inspiration », cette association dirigée par un ancien membre du Parlement. En général, le soutien à de telles activités est énorme et les ressources du mouvement anti-genre sont considérables.

– Ce phénomène est particulièrement lié au rétrécissement de l'espace dédié aux organisations féministes, certains acteurs s'efforçant directement de restreindre notre financement. En 2018, il a été décidé que le financement public consacré aux ONG pour travailler sur l'égalité de genre serait réduit de moitié. La campagne contre les soi-disant « ONG politiques » a démarré avec la crise migratoire. Les artisans de cette campagne estiment que les personnes militant en faveur du genre, des migrants et de l'écologie sont toutes les mêmes et qu'elles partagent les mêmes objectifs. Le mouvement anti-genre ne représente pas beaucoup de personnes, mais il sait se faire entendre et se montrer, sans parler du fait qu'il semble avoir une bonne situation financière, indique Diana Gregorová.

Le mouvement anti-genre attaque directement les militants et militantes féministes et LGBTQI+. Les fameux « trolls » ciblent fréquemment la page Facebook du Lobby tchèque des femmes en la noyant de commentaires haineux, tandis que d'autres personnes envoient des e-mails injurieux et inondent le bureau d'appels téléphoniques³⁸

LE « FÉMINISME » DE L'ÉTAT AUTORITAIRE ÉGYPTIEN



De tout temps, les féministes de la région se sont souvent alignés sur des régimes autoritaires et antidémocratiques (l'Égypte sous Moubarak, la Tunisie sous Ben Ali et l'Iraq sous Saddam Hussein, parmi de nombreux exemples). Les féministes ont travaillé avec des régimes qui, dans le cadre de leurs projets de modernisation ou de sorte à réprimer l'opposition islamiste, ont fait l'éloge d'une plus grande égalité entre les genres et des droits des femmes. Des progrès ont ainsi été réalisés au niveau de l'éducation des femmes, de leur participation au marché du travail et de leurs droits légaux. Toutefois, nous savons aussi que cela a contribué à un regain de conservatisme social et entraîné un retour de bâton contre les droits des femmes dans le contexte des manifestations et des événements révolutionnaires qui ont évincé de nombreux régimes autoritaires laïques dans cette région du monde » ⁴⁰

Cette citation de Nadjé Al-Ali résume assez bien la situation en Égypte et met en exergue les relations entre le « féminisme d'État », l'autoritarisme et la réaction révolutionnaire contre les droits des femmes. Caractérisée par une longue tradition de mouvements féministes, l'Égypte présente un contexte très intéressant pour observer la manière dont les questions de genre jouent un rôle central dans la lutte politique pour le pouvoir.

Les Frères musulmans constituent l'un des acteurs les plus importants, et peut-être les plus symboliques, en Égypte⁴¹. Fondé en 1928, ce mouvement a pour ambition de « ré-islamiser » l'Égypte. Pour ce faire, les femmes doivent adopter un certain comportement en public et être éduquées d'une certaine façon. Les Frères musulmans reçoivent l'aide des Sœurs musulmanes, un groupe très actif au niveau local, notamment en ce qui concerne l'aide sociale et l'éducation religieuse. Les Sœurs musulmanes jouent aussi un rôle actif au niveau international et se mobilisent par l'intermédiaire d'un plaidoyer international. Résister au féminisme et aux droits des femmes équivaut à résister à toute influence occidentale, réelle ou imaginaire.

Le régime de Moubarak a duré trente ans. Pendant son règne, les acteurs du programme en faveur du genre et de l'égalité des genres étaient le Conseil national des femmes, plusieurs organisations non gouvernementales et les mouvements islamistes. À l'époque, le système égyptien était une forme d'égalité de genre imposée par le gouvernement, qui sous-entendait une « application descendante des droits des femmes d'une manière fondée sur des pratiques de gouvernance oppressives »⁴². La plupart des réformes émanaient d'une actrice importante, la Première dame d'Égypte, Suzanne Moubarak. Elle a présidé deux entités nationales consacrées aux femmes, dont le Conseil national sur les femmes, créé en 2000. Le fait que l'ère Moubarak a amélioré les droits des femmes, du moins sur le plan légal, de manière antidémocratique a précipité la diabolisation des politiques relatives à l'égalité des genres au moment de la révolution. Les discours post-révolutionnaires ont dénoncé les « lois de

Suzanne » ainsi que la personnalité de la Première dame, lui reprochant de s'être trop longtemps mêlée de la gestion du pays. Ces lois ont été révoquées. Durant la brève période au cours de laquelle Mohamed Morsi s'est retrouvé au pouvoir, les Frères musulmans ont restreint les droits des femmes dans la Constitution. Ils ont refusé toutes les évocations d'intégrité physique dans la Constitution, éliminé toute mention de la violence à l'égard des femmes, et supprimé l'âge minimal fixé pour le mariage. Même les quotas relatifs à la représentation politique ont été supprimés. Les Sœurs musulmanes sont intervenues activement au Parlement, en contestant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et en faisant valoir la supériorité des hommes au niveau des Nations Unies⁴³. Elles ont formé des alliances à l'échelle internationale avec des groupes chrétiens de la droite conservatrice.

El Sisi s'est emparé du pouvoir en 2013 à l'issue d'un coup d'État contre les Frères musulmans. La nouvelle Constitution qui a alors été adoptée renforçait les droits des femmes ; pour la première fois, l'État s'engageait à protéger les femmes contre toutes les formes de violence et l'ensemble des réformes introduites sous l'ère Moubarak ont été rétablies. Après que les médias internationaux ont porté leur attention sur les violences sexuelles commises à l'égard de plusieurs militantes et manifestantes, El Sisi s'est présenté alors comme un « protecteur » contre les « islamistes ». À titre symbolique, il est allé à l'hôpital pour rendre visite à l'une des survivantes d'une attaque et lui a remis un bouquet de fleurs⁴⁴. À nouveau, ces politiques en faveur des femmes n'étaient rien d'autre que des stratégies politiques et n'avaient pas grand-chose à voir avec les droits des femmes.

De nos jours, les organisations œuvrant pour les droits des femmes en Égypte sont menacées et victimes de pressions au quotidien. Les défenseur·se·s

égyptien·ne·s des droits économiques et sociaux, les syndicalistes, les journalistes, les lanceurs d'alerte et les organisations féministes et LGBTQI+ n'ont pas été épargné·e·s lors des dernières vagues de répression de l'État contre la société civile⁴⁵. Une organisation non gouvernementale, le centre Al-Nadeem pour la réhabilitation des victimes de violences, a été prise d'assaut par les forces de sécurité sous les ordres du ministère de la Santé. Plusieurs activistes féministes font l'objet d'une interdiction de voyager. Les médias qualifient les groupes féministes de « traîtres à la nation ». Le régime autoritaire est en faveur des droits des femmes uniquement lorsque cela sert ses intérêts, mais il réprime, interdit et surveille les organisations de défense des droits des femmes dans le même temps. Comme l'explique la défenseuse des droits des femmes Mozn Hassan dans un article paru dans le Middle East Eye:

”

«il est possible d'intégrer le féminisme en Égypte lorsqu'on dispose d'un espace public, mais pas tant qu'on est accusé d'espionnage »”. ⁴⁶

LA SOCIÉTÉ EN JORDANIE : ENTRE TRADITIONALISME ET LIBÉRALISME

Comme toutes les sociétés du monde, la Jordanie est un patriarcat. Le paradigme de la structure familiale jordanienne est solide et ancré dans des traditions de longue date. Les rôles et les identités sont strictement déterminés : les hommes sont considérés comme les principaux soutiens de famille et le rôle premier des femmes est de préserver leur famille et d'agir en tant que mères⁴⁷. En revanche, sur le plan international, la Jordanie cherche à se développer avec le concours d'aides extérieures, de valeurs « occidentales » en matière de développement et du maintien de relations stables avec les États-Unis.

Cette double identité façonne le discours de la Jordanie sur les droits des femmes et l'égalité de genre. Dans ce pays, les acteurs de la politique de genre sont également divisés, mais les principaux acteurs comptent notamment la famille royale, le Parlement, des organisations de femmes, des organisations internationales et des partis et organisations islamiques.

Les organisations islamiques s'expriment haut et fort et se rassemblent pour empêcher l'adoption de politiques en matière d'égalité des genres. Par exemple, la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en Jordanie a donné lieu à une série de plaintes d'islamistes. L'on peut distinguer trois principaux domaines de controverse : le soutien en faveur de la CEDAW ; les lois relatives au statut des femmes et des hommes (en particulier la loi sur le statut personnel et les crimes d'honneur);

et l'utilisation de quotas destinés à promouvoir la représentation politique des femmes⁴⁸.

– Premièrement, la Jordanie a une expérience analogue à celle de l'Europe en ce qui concerne les études consacrées aux femmes. Le terme « genre » n'est pas utilisé ; les études de genre sont des « études consacrées aux femmes ». Nous faisons souvent l'objet d'attaques pour avoir propagé des discours provenant de « l'Occident ». Les cours sur les femmes et l'égalité sont perçus comme une tentative de « colonialisme culturel ». Les études consacrées aux femmes et l'égalité des genres sont considérées comme un projet occidental ; notre mission est de corrompre la population. En Jordanie, les islamistes estiment que les femmes sont déjà libres.

L'universitaire Amani Al Serhan doit se montrer extrêmement prudente au sujet des thèmes qu'elle aborde en classe. En ce qui concerne la lutte contre le genre en Jordanie, elle indique qu'elle n'est pas aussi pertinente que celle contre le féminisme et l'occidentalisme:

– Le mot « genre » ne suscite pas beaucoup d'indignation. Le genre est considéré comme une question relative aux femmes. La société jordanienne est double ; une « modernité » intermédiaire, qui met en avant la vision occidentale de l'égalité des genres, et une « tradition », qui aborde le « problème des femmes » d'un point de vue religieux et tribal où la complémentarité prévaut sur les relations de genre.

CONCLUSIONS ET RÉFLEXIONS : PISTES D'ACTION


Le mouvement de ressac contre les droits des femmes et les droits des personnes LGBTQI+ prend de nombreuses formes dans la région EuroMéditerranéenne.

La lutte contre le « genre » per se ne semble pas s'appliquer à tous les pays. En Jordanie, par exemple, la lutte contre le féminisme semble être un terme plus adéquat. Si l'utilisation politique d'arguments en faveur de l'égalité de genre ou contre celle-ci provient de différents contextes historiques, les arguments en soi sont très similaires dans les pays analysés dans le présent rapport. Les femmes seraient déjà égales aux hommes et les politiques en matière d'égalité des genres résulteraient de l'influence de « l'Occident », de l'UE ou de toute entité choisie comme bouc émissaire. Les études de genre sont taxées de « non scientifiques » ou considérées, au mieux, comme des formations très idéologiques.

Les mouvements ciblant les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ diffèrent d'un pays à l'autre : fausses organisations non gouvernementales, partis politiques, groupes religieux, églises, gouvernements, etc. Ils se servent de l'égalité de genre comme d'une « colle symbolique », un coupable idéal pour gagner

le pouvoir et le conserver. Le lien étroit entre la lutte contre le féminisme et l'anti-occidentalisme dans certaines régions du Moyen-Orient nécessite une compréhension plus subtile de l'aspect politique et postcolonial du rejet de l'égalité de genre. La déconstruction des discours anti-occidentaux et de la rhétorique selon laquelle l'égalité serait un concept « étranger » pourrait nous aider à déterminer nos stratégies pour l'avenir.

Certain-e-s spécialistes affirment que le féminisme est déconnecté des aspects destructeurs du capitalisme et du néolibéralisme qui constituent la base du soutien populaire aux discours anti-genre. Aux yeux de Nancy Fraser, la récupération de « la dimension socialiste ou anticapitaliste perdue du féminisme » pourrait aider les mouvements féministes et queer à lutter contre les motifs de son rejet⁴⁹. Selon Andrea Petó, « la résistance seule ne suffit pas » et de nouvelles politiques progressistes sont nécessaires pour renforcer les politiques féministes⁵⁰. De la même façon, d'autres auteurs et auteures appellent à un féminisme transnational et intersectionnel, capable d'évoluer en dehors des discours racistes et orientalistes et de défier les mouvements antiféministes et transnationaux croissants⁵¹.



do you
want
a future
of
decency
equality
and real
social justice

Photographie: Jon Tyson

CONTRECARRER LES DISCOURS ANTIFÉMINISTES

Comment aller de l'avant ?

Globalement, les organisations de défense des droits des femmes et des personnes LGBTQI+ ont été contraintes de mettre au point des ripostes stratégiques pour contrer les attaques du mouvement anti-genre. Selon notre enquête, la moitié des personnes interrogées ont mis en place des stratégies contre les agressions. La plupart d'entre elles suggèrent les pistes d'action suivantes: ne pas se taire; garder son objectif en vue; et oser défendre les droits des femmes et de la communauté LBTQI+.

Plus concrètement, les personnes interrogées ont proposé les stratégies suivantes: privilégier le journalisme d'investigation afin de pouvoir rectifier les « fake news »; produire des données scientifiques et les diffuser; et rédiger des communiqués de presse pour appeler les responsables politiques à lutter contre les discours discriminatoires.

Les personnes interrogées ont également proposé de cibler des publics précis (la jeune génération, par exemple), d'aller à la rencontre de personnes « extérieures à notre bulle » et de remettre en question la polarisation sociale. Un autre exemple de stratégie consiste à soutenir des mesures juridiques, afin de permettre à des citoyens et citoyennes de se donner les moyens de réagir à des abus ou de contacter les médias qui leur offrent un soutien pour contrer les discours racistes et antiféministes. La plupart des personnes interrogées ont souligné l'importance des coalitions et des alliances et expliqué à quel point il est essentiel de ne pas réagir aux attaques, mais bien de récupérer le discours. L'une des personnes interrogées a mis en évidence l'unité du mouvement pour éviter de mettre trop l'accent sur « son propre problème » et d'oublier les réalités et les problèmes d'autres groupes. Au vu de l'évolution de la situation politique, en particulier des progrès technologiques, nous devons également réfléchir à de nouvelles pratiques, approches et stratégies.

Même si la plupart des personnes interrogées ont partagé des stratégies concrètes, un petit nombre de participants et participantes ont déclaré qu'ils et elles préféreraient ignorer les situations ou commentaires agressifs. À cause des attaques, ils et elles évitent d'aborder des sujets sensibles sur les médias sociaux et font attention à ce qu'ils et elles disent.

**REJOIGNEZ-NOUS
DANS LE
MOUVEMENT
#NOUSDISONS**

#NOUSDISONS

Quand les féministes s'unissent, les choses changent !

La liste pourrait être plus longue, mais ces exemples suffisent à récuser l'idée selon laquelle le féminisme serait un concept moderne et occidental. En tout lieu et en tout temps, des femmes et des hommes ont défendu l'égalité. Un mouvement féministe fort est essentiel à la construction d'une société plus égalitaire : c'est une variable plus importante encore que la présence d'un gouvernement progressiste ou la parité en politique. Un pays doté d'un mouvement féministe fort est un pays qui dispose d'une législation plus stricte sur les violences de genre⁵²

#NOUSDISONS

L'égalité est une belle tradition

Dans la Grèce antique, vers 400 avant J.-C., lorsque Lysistrata (selon la pièce de théâtre d'Aristophane) se lassa de la guerre incessante qui se déroulait entre deux villes grecques, elle persuada les femmes des villes en guerre de mener une grève du sexe. Cette stratégie mit en évidence les stéréotypes patriarcaux de la société et, en fin de compte, l'objectif des femmes fut atteint et la paix rétablie. (Le mouvement des femmes libériennes s'est servi de cette stratégie lors de la guerre civile qui a déchiré le pays début des années 2000).

Née en 1879, la pionnière du mouvement féministe égyptien Huda Sharawi a fondé l'Union féministe égyptienne. Aux côtés d'autres femmes, elle a organisé une série de manifestations lors de la révolution égyptienne de 1919 pour obtenir l'indépendance de l'Égypte sous tutelle britannique et la libération de dirigeants nationalistes masculins. Parmi nombre d'autres choses, elle

a ouvert des écoles pour les filles, organisé des conférences pour les femmes et levé des fonds pour aider les femmes défavorisées. Tahar Haddad (1899-1935) était un penseur féministe révolutionnaire tunisien. Journaliste et homme politique, il a appelé à une interprétation revisitée des textes sacrés, qui donne aux femmes le droit à l'éducation et sanctionne les abus en utilisant comme sources le Coran, le Hadith et des récits sur les femmes dans les premiers temps de l'histoire musulmane⁵³

« L'égalité des sexes, ça va trop loin ! »

#NOUSDISONS

Vraiment ?

Rien d'étonnant à ce que les femmes soient encore en grande partie exclues des pouvoirs de décision dans de nombreuses régions du monde. Outre le fait que les femmes représentent un peu plus de la moitié de la population mondiale et qu'elles devraient donc être représentées de façon équitable dans la sphère politique, des recherches essentielles montrent que tant que les femmes seront exclues des processus d'élaboration des politiques, les décisions ne tiendront pas compte de la dimension genre, la paix sera moins durable et l'inégalité persistera.

Les femmes continuent d'être en grande partie tenues à l'écart des processus de négociations de paix. De 1992 à 2018, les femmes ont constitué 13% des négociateur·rices, 3% des médiateur·rices et seulement 4% des signataires dans le cadre de grands processus de paix⁵⁴. Pour ce qui est des femmes représentées au sein des parlements, seulement 24,3% de l'ensemble des parlementaires nationaux étaient des femmes en février 2019. Depuis le mois de juin 2019, 11 femmes dans le monde entier exercent les fonctions de chef d'État et 12 fonctions de chef de gouvernement⁵⁵. Par ailleurs, plusieurs pays du monde disposent encore d'une législation selon laquelle l'auteur d'un viol ne sera pas jugé pour son crime s'il épouse sa victime.

#NOUSDISON

L'égalité de genre représente une avancée pour les femmes et pour les hommes

L'égalité des droits pour les femmes ne signifie pas que les hommes auront moins de droits. Il ne s'agit pas d'une tarte.

L'idée selon laquelle l'égalité de genre ne profite qu'aux femmes est néfaste et biaisée. Les inégalités de genre se répercutent massivement sur les femmes et privilégient les hommes sur le plan politique, social, économique et culturel; ce n'est pas un fait nouveau. Cependant, en plus de déterminer qui obtient quoi en fonction de son genre, l'ensemble du système patriarcal fixe des normes rigides qui nuisent aux parties non normatives de la société. Il sanctionne non seulement les femmes, mais la féminité dans son ensemble, de même que la non-hétérosexualité. D'autres systèmes de pouvoir, tels que la race, la classe sociale ou le validisme, nuisent également à celles et ceux considéré·e·s hors norme. Lorsque l'égalité de genre vise à briser les normes à l'origine d'inégalités, d'injustices et de violences, cela signifie plus de liberté et de justice pour tous. Lorsque l'égalité de genre vise à briser la masculinité stéréotypée, cela permet aux hommes d'établir des liens affectifs avec leurs enfants. Lorsque l'égalité de genre vise à contester les normes genrées, cela permet aux personnes trans d'exister. Lorsque l'égalité de genre vise à redéfinir les notions de force et de pouvoir, cela permet à d'autres hommes de demander de l'aide sans honte. Pour le bien de tou·te·s, l'égalité de genre, c'est la liberté et la justice.

« Le féminisme, c'est de l'élitisme »

#NOUSDISON

Alors pourquoi autant de bruit dans nos rues ?

On reproche souvent au féminisme d'être une idéologie qui émane de l'élite et qui lui serait réservée. Il ne s'appliquerait donc pas à « nous ». En cataloguant les féministes d'élitistes, on introduit l'idée selon laquelle l'égalité des droits ne concernerait que quelques personnes. Les droits des femmes ne sont pas des droits réservés à une élite, les droits des femmes sont des droits humains. En outre, dire que le féminisme est élitiste revient à oublier les féministes qui œuvrent chaque jour en faveur de l'évolution des sociétés et à les rendre invisibles. Qu'en est-il de ces féministes qui répondent aux appels de femmes sur les lignes d'assistance téléphonique ? De ces féministes qui viennent en aide et aident à l'empouvoirement des femmes réfugiées ? De ces féministes qui réclament de meilleures conditions de travail pour les travailleuses du secteur agricole ? Sans aucun doute, nous avons aussi besoin de ces féministes que l'on qualifie d'« élites » : ces féministes qui se servent de leurs privilèges pour s'exprimer haut et fort dans les médias, ces féministes qui mettent à profit leur éducation pour promouvoir les droits des femmes en politique, ces féministes qui ébranlent le patriarcat depuis le sommet. Enfin, les féministes sont également toutes ces personnes que nous retrouvons dans la rue, chantant, criant et manifestant leur colère et leurs exigences. Nous sommes fortes et nous nous renforçons mutuellement.

#NOUSDISONS

L'égalité de genre nous offre la liberté de choisir qui nous voulons être

La plupart d'entre nous sont d'accord pour dire que les femmes d'Arabie saoudite devraient pouvoir quitter leur maison sans être accompagnées par un homme ou avoir la liberté de conduire une voiture. Mais l'égalité de genre va beaucoup plus loin. Il s'agit d'accepter que de jeunes garçons jouent avec des poupées, s'ils en ont envie, et de les y encourager. Ou que des hommes puissent tomber amoureux d'autres hommes. Ou de comprendre que des femmes adultes peuvent décider de ne pas avoir d'enfants, sans les accuser d'être égoïstes ou « peu féminines ». L'égalité de genre est synonyme de choix.

#NOUSDISONS

Nous sommes tou·te·s victimes de la masculinité toxique

« Ce que nous faisons de pire aux hommes – en les convainquant que la dureté est une obligation –, c'est de les laisser avec un égo très fragile. »

(Chimamanda Ngozi Adichie, auteure primée)

Une femme sur trois dans le monde a été victime de violence physique et/ou sexuelle (harcèlement sexuel non compris) entre les mains d'un homme⁵⁶. Mais la violence ne concerne pas que les femmes; des hommes aussi subissent des violences que leur infligent d'autres hommes. Le terme « masculinité toxique » se définit comme une série de comportements masculins traditionnels qui impliquent la domination, la compétition, la violence, l'autosuffisance et la répression affective. Ces comportements s'inscrivent dans un rejet profond de tout trait lié à la féminité. Cela donne naissance à des croyances et comportements sexistes et homophobes, qui vont parfois jusqu'à encourager des actes de violence et des agressions.

Ce type de masculinité est nocif pour notre société en général. En soi, la masculinité toxique restreint considérablement la liberté des hommes et porte atteinte à autrui. Redéfinissons et modifions nos attentes à l'égard de la masculinité.

#NOUSDISONS

L'égalité de genre est synonyme de justice pour tou·te·s

L'inégalité des rapports de force et l'exclusion des processus décisionnels figurent parmi les causes structurelles de l'instabilité sociale et politique qui génère la pauvreté. Plus que jamais, la réduction des inégalités entre les genres contribue fortement à la justice sociale et à un développement durable⁵⁷. Lutter contre l'inégalité de genre, c'est aussi lutter contre les injustices économiques et sociales.

#NOUSDISONS

Nous n'avons pas peur. Nous ne resterons pas silencieux·se·s. Nous n'obéirons pas !

Ça suffit. Nous devons nous rassembler dans un esprit de solidarité et tenir des discours clairs et efficaces afin de promouvoir la justice de genre et l'égalité entre tou·te·s. C'est la seule façon de bâtir un monde meilleur.

1. Jennifer Evans, « The war on gender », The Conversation, 6 janvier 2019. <https://theconversation.com/the-new-war-on-gender-studies-109109>
2. La bombe s'est par la suite révélée être une fausse bombe.
3. Mashrou' Leila : « Lebanese rock band pulled from festival after threats », BBC, 30 juillet 2019. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-49168695>
4. La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.
5. Le sigle LGBTQI+ désigne les personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenre, en questionnement (queer), intersexuées.
6. Eszter Kováts, Maari Põim, « Gender as symbolic glue, the position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilizations in Europe », Friedrich Ebert Stiftung, 2015.
7. Antonio Gramsci, Joseph A. Buttigieg (éd.), « Prison Notebooks », New York City, Columbia University Press, 1992.
8. Conseil pontifical pour la famille, « Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques », 2003.
9. De République tchèque, Pologne, Tunisie, Jordanie, Serbie, Turquie et Macédoine du Nord.
10. La majorité des personnes interrogées sont des personnes militant en faveur des droits des femmes et/ou des droits des personnes LGBTQI+. Un faible pourcentage des personnes interrogées sont des personnalités politiques et des universitaires qui s'occupent des droits des femmes et/ou des droits des personnes LGBTQI+ et œuvrent dans ce domaine. La plupart des personnes interrogées travaillent dans les Balkans occidentaux (49 %), ce qui signifie que leurs points de vue occupent une place prépondérante dans les résultats de l'enquête. Environ 18 % des participants représentent la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) et le reste des personnes interrogées travaillent dans d'autres pays européens ou au niveau régional.
11. La région euro-méditerranéenne comprend les pays suivants : Algérie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Égypte, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël/TPO, Italie, Jordanie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Sahara occidental, Suède, Suisse, Syrie, Tunisie, Turquie.
12. <https://www.cnsnews.com/blog/michael-w-chapman/brazil-president-no-gender-ideology-elementary-schools>
13. Sonia Correa, David Paternotte, Roman Kuhar, « The globalization of anti-gender campaigns », International Politics and Society, 31 mai 2018.
14. Comme (en Europe) l'initiative citoyenne européenne « Mum, Dad & Kids », la plateforme CitizenGo (présente dans plus de 50 pays du monde), l'organisation European Dignity Watch et le Centre européen pour le droit et la justice. L'organisation la plus importante de toutes est le Congrès mondial des familles. Parmi les réseaux, nous pouvons citer le Political Network for Values, Agenda Europe, ADF International, One of US et l'organisation Tradition, famille et propriété.
15. https://www.epfweb.org/sites/epfweb.org/files/rtno_epf_book_lores.pdf
16. La Manif pour tous (LMPT) en est un exemple. Il s'agit d'une organisation française créée au départ pour s'opposer au projet de loi sur le mariage entre des personnes du même sexe, mais qui a depuis lors étendu ses revendications à la défense de la « famille traditionnelle » et à l'opposition à la « théorie fictive du genre ». Les membres de cette organisation rejettent l'homophobie. Ils plaident en faveur de restrictions à l'égalité dans le mariage et rejettent l'adoption ainsi que la procréation médicalement assistée pour les couples de même sexe.
17. En référence au pape François qui a dénoncé une forme de « colonisation idéologique » à propos du genre.
18. Katerina Dalacoura, rapports finaux du projet MENARA, « Women and gender in the Middle East and North Africa: mapping the field and addressing policy dilemmas at the post-2011 juncture », mars 2019.
19. Valerie M. Hudson et al., « Sex and World Peace », New York, Columbia University Press, 2014.
20. Nadje Al-ali et Nicola Pratt, « What Kind of Liberation ? : Women and the Occupation of Iraq », 2009.
21. Edward Saïd, « Orientalism », 1978, pp. 1-2.
22. Nikki R. Keddie, « Women in the Middle East. Past and Present », Princeton, Princeton University Press, 2007, p 167.
23. Gayatri Spivak, « Can the Subaltern speak ? », 1985.
24. Chaque population et, en particulier, les dirigeants construisent des discours dans lesquels leur vision des femmes/droits des femmes est meilleure que celle de l'Autre. C'est une manière de renforcer leur position dominante dans le discours.
25. Séverine Rey, Hélène Martin et Elisabeth Bäschlin, « Identités et conflits en Méditerranée : un jeu de miroirs au détriment des femmes ? », in *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 27, no 3, 2008, pp. 4-12.
26. Melinda Cooper, « Orientalism in the Mirror: the sexual politics of anti-westernism », *Theory, Culture and Society*, 2008.
27. Karima Bennoune, « A Disease Masquerading as a Cure: Women and Fundamentalism in Algeria (An Interview with Mahfoud Bennoune) », 2002, pp. 75-90.
28. <http://www.solidar.org/en/news/gender-aka-evil-gender-ideology-is-the-new-public-enemy-in-czech-republic>
29. Entretien avec Alev Özkazanç.
30. 1. Alev Özkazanç, « The new episode of antigender politics in Turkey », LSE Engenderings, 20 mai 2019.

31. Tutku Ayhan, « KADEM's 'Gender Justice' or the Momentum of Anti-Genderism in Turkey », LSE Engenderings, 29 avril 2019.
32. Une autre démocratie non libérale.
33. Selin Çağatay, « Varieties of anti-gender mobilizations. Is Turkey a case ? », LSE Engenderings, 9 janvier 2019.
34. Le gouvernement turc est une démocratie fièrement non libérale, qui ne cesse de s'en prendre au « modèle européen » et à tout ce qui a trait à l'« Occident ». Alev Özkazanç, « The new episode of antigender politics in Turkey », LSE Engenderings, 20 mai 2019.
35. Alev Özkazanç, « The new episode of antigender politics in Turkey », LSE Engenderings, 20 mai 2019.
36. Alev Özkazanç, « The new episode of antigender politics in Turkey », LSE Engenderings, 20 mai 2019.
37. <https://insajder.net/sr/sajt/tema/9309/>
38. La fécondation in vitro (FIV) est un processus de fécondation qui permet de combiner un ovule avec un spermatozoïde à l'extérieur du corps, in vitro (littéralement « dans le verre »).
39. Le « trolling », c'est quand quelqu'un commente ou répond à quelque chose sur les médias sociaux, généralement dans un esprit de confrontation dans le but de nuire, de blesser ou de susciter une réaction émotionnelle forte.
40. Nadje Al-Ali, « Feminist dilemmas in (counter) revolutionary Egypt », 2013, p. 4.
41. Courtney Freer, « The Influence of Islamist Rhetoric on Women's Rights », LSE blog, 2019.
42. Deniz Kandiyoti, « Contesting Patriarchy-as-Governance: Lessons from Youth-led Activism », 7 mars 2014 <http://www.opendemocracy.net/5050/deniz-kandiyoti/contesting-patriarchy-as-governance-lessons-from-youth-led-activism>
43. En 2013, lors de la 57e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW), les Frères musulmans ont publié une déclaration condamnant les conclusions concertées, considérées comme incompatibles avec la spécificité des besoins des femmes musulmanes. Arguments de « spécificité culturelle ».
44. Hind Ahmed Zaki.
45. EuroMed Droits, « G7 : 20 ONG appellent le Président Macron à dénoncer le bilan désastreux de l'Égypte en matière de droits humains, 22 août 2019. <https://euromedrights.org/publication/egypt-20-rights-ngos-call-on-president-macron-to-denounce-egypts-human-rights-record-during-the-g7-meeting/>
46. « Egypt's embattled feminism: Fighting violence, harassment and FGM under Sisi », 29 janvier 2019, <https://www.middleeasteye.net/big-story/egypts-embattled-feminism-fighting-violence-harassment-and-fgm-under-sisi>
47. Musa Shteivi, « Attitudes towards Gender Roles in Jordan », 2007, pp. 17, 51.
48. Ibtesam Alatiyat, Hassan Barari, « Liberating Women with Islam ? The Islamists and Women's Issues in Jordan », 2010.
49. 1. Nancy Fraser, « How feminism became capitalism's handmaiden – and how to reclaim it », The Guardian, 14 octobre 2013. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/oct/14/feminism-capitalist-handmaiden-neoliberal>
50. Andrea Peto, « Resistance alone is not enough: women's rights and illiberal democracies », Green European Journal, 29 août 2017.
51. Mohanty, C., « Under Western Eyes, Feminist Scholarship and Colonial Discourses », in Third World Women and the Politics of Feminism, 1991, Indianapolis: Indiana University Press.
52. Mala Htun et S. Laurel Weldon, « The Civic Origins of Progressive Policy Change: Combating violence against women in global perspective, 1975-2005 », in American Political Science Review, vol. 106, no 3 (août 2012), pp. 548-69.
53. Eya Chemli, « Tribute to Tahar Haddad, The Tunisian man who stood for women », Atlas Corps, décembre 2017. <https://atlascorps.org/tribute-tahar-haddad-tunisian-man-stood-women/>
54. <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/peace-and-security/facts-and-figures>
55. <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>
56. <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>
57. Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, « Gender equality. A key for poverty alleviation and sustainable development ». https://www.oecd.org/dac/gender-development/SDC_Genderpercent20Policy.pdf

ARTICLES, OUVRAGES ET RAPPORTS:

Nadje Al-Ali, « Feminist dilemmas in (counter) revolutionary Egypt », in *Nordic Journal of Feminist and Gender Research (NORA)*, vol. 21, no 4, 2013, p.4.

Nadje Al-Ali et Nicola Pratt, « What Kind of Liberation?: Women and the Occupation of Iraq », Californie, University of California Press, 2009.

Ibtisam Alatiyat et Hassan Barari, « Liberating Women with Islam? The Islamists and Women's Issues in Jordan », in *Totalitarian Movements and Political Religions*, vol. 11, no 3-4, 2010.

Tutku Ayhan, « KADEM's 'Gender Justice' or the Momentum of Anti-Genderism in Turkey », article publié sur le blog *LSE Engenderings*, 29 avril 2019 <https://blogs.lse.ac.uk/gender/2019/04/29/kadems-gender-justice-in-turkey/>

Karima Bennoune, « A Disease Masquerading as a Cure: Women and Fundamentalism in Algeria (An Interview with Mahfoud Bennoune) », pp. 75-90 in Betsy Reed (ed.) *Nothing Sacred: Women respond to Religious Fundamentalism and Terror*, New York, Thunder's Mouth Press/Nation Books.

Lisa Blaydes, « How Does Islamist Local Governance Affect the Lives of Women? A Comparative Study of Two Cairo Neighborhoods », Stanford University,

24 mars 2010. <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.519.4857&rep=rep1&type=pdf>

Susan Buck-Morss, « Thinking Past Terror: Islamism and Critical Theory on the Left », Londres, Verso, 2003.

Selin Çağatay, « Varieties of anti-gender mobilizations. Is Turkey a case? », *LSE Engenderings*, 9 janvier 2019.

Michael W. Chapman, « Brazil President: No "Gender Ideology in Elementary Schools" », *CNS News*, 11 septembre 2019. <https://www.cnsnews.com/blog/michael-w-chapman/brazil-president-no-gender-ideology-elementary-schools>

Eya Chemli, « Tribute to Tahar Haddad, The Tunisian man who stood for women », *Atlas Corps*, décembre 2017. <https://atlascorps.org/tribute-tahar-haddad-tunisian-man-stood-women/>

Melinda Cooper, « Orientalism in the Mirror: the sexual politics of anti-westernism », in *Theory, Culture and Society*, vol. 25, no 6, 2008.

Sonia Correa, David Paternotte et Roman Kuhar, « The globalization of anti-gender campaigns », in *International Politics and Society*, 31 mai 2018.

Katerina Dalacoura, « Women and gender in the Middle East and North Africa: mapping the field and addressing policy dilemmas at the post-2011 juncture », *rapports finaux du projet MENARA*, mars 2019.

Jennifer Evans, « The war on gender », *The Conversation*, 6 janvier 2019. <https://theconversation.com/the-new-war-on-gender-studies-109109>

Forum parlementaire européen sur la population et le développement, « Restaurer l'ordre naturel », 28 avril 2018. https://www.epfweb.org/sites/epfweb.org/files/online_rtno_fr.pdf

Sarah Farris, « In the Name of Women's Rights: The Rise of

Femonationalism », Duke University Press, Durham N.C., 2017.

Alan Fowler, « Striking a balance: a guide to enhancing the effectiveness of non-governmental organisations in international development », 1997.

Nancy Fraser, « How feminism became capitalism handmaiden – and how to reclaim it », *The Guardian*, 14 octobre 2013. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/oct/14/feminism-capitalist-handmaiden-neoliberal>

Courtney Freer, « The Unfluence of Islamist Rhetoric on Women's Rights », in *Middle East Centre Blog LSE*, décembre 2017, <https://blogs.lse.ac.uk/mec/2017/12/20/the-influence-of-islamist-rhetoric-on-womens-rights/>

Edouard Glissant, « Poetics of relation », trad. Betsy Wing. Michigan, University of Michigan Press, 1997.

Amel Grami, « Women, Feminism and Politics in Post-Revolution Tunisia: Framings, Accountability and Agency on Shifting Grounds », in *Feminist Dissent*, 2018.

Antonio Gramsci, Joseph A. Buttigeig (éd.), « Prison Notebooks », New York, Columbia University Press, 1992.

Aeyal Gross, « The Politics of LGBT Rights in Israel and Beyond: Nationality, Normativity, and Queer Politics », in *Columbia Human Rights Law Review*, vol. 46, no 2, 2015.

Heinrich Böll Foundation, « Anti-Gender Movements on the Rise? Strategising for Gender Equality in Central and Eastern Europe », in *Series on Democracy*, vol. 38, 2015. <https://pl.boell.org/sites/default/files/anti-gender-movements-on-the-rise.pdf>

Bell Hooks, « Ain't I a Woman?: Black women and feminism », South End Press, 1988.

Mala Htun et S. Laurel Weldon, « The Civic Origins of Progressive Policy Change: Combating violence against women in global perspective, 1975-2005 », in *American Political Science Review*, vol. 106, no 3 (août 2012), pp. 548-69.

Hind Ahmed Zaki, «

Deniz Kandiyoti, « Contesting Patriarchy-as-Governance: Lessons from Youth-led Activism », *Open Democracy*, 7 mars 2014. <http://www.opendemocracy.net/5050/deniz-kandiyoti/contesting-patriarchy-as-governance-lessons-from-youth-led-activism>

Nikki R. Keddie, « Women in the Middle East. Past and Present », Princeton University Press, 2007.

Eszter Kováts, Maari Põim, « Gender as symbolic glue, the position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilizations in Europe », *Friedrich Ebert Stiftung*, 2015.

C. Mohanty, « Under Western Eyes, Feminist Scholarship and Colonial Discourses », in *Third World Women and the Politics of Feminism*, Indianapolis, Indiana University Press, 1991.

Laura Nader, « Orientalisme, occidentalisme et contrôle des femmes », in *Nouvelles Questions Féministes*, 2006.

Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, « Gender

CONFÉRENCES ET COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Equality. A key for poverty alleviation and sustainable development », 2003. https://www.oecd.org/dac/gender-development/SDC_Gender%20Policy.pdf

Kirsten O'reagan, « Egypt's embattled feminism: Fighting violence, harassment and FGM under Sisi », 29 janvier 2019. <https://www.middleeasteye.net/big-story/egypts-embattled-feminism-fighting-violence-harassment-and-fgm-under-sisi>

Alev Özkazanç, « The new episode of antigender politics in Turkey », article publié sur le blog LSE Engenderings, 20 mai 2019. <https://blogs.lse.ac.uk/gender/2019/05/20/new-episode-anti-gender-turkey/>

David Paternotte et Roman Kuhar, « Anti-Gender campaigns in Europe: mobilizing against equality », 2017.

Andrea Pető, « Resistance alone is not enough: women's rights and illiberal democracies », in Green European Journal, 29 août 2017.

Conseil pontifical pour la famille, « Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques », 2003.

Nicola Pratt, « Gendered paradoxes of Egypt's transition », Open Democracy, 2 février 2015. <https://www.opendemocracy.net/en/5050/gendered-paradoxes-of-egypts-transition/>

Séverine Rey, Hélène Martin et Elisabeth Bäschlin, « Identités et conflits en Méditerranée : un jeu de miroirs au détriment des femmes ? », in Nouvelles Questions Féministes, vol. 27, no 3, 2008, pp. 4-12.

Edward Saïd, « Orientalism », Routledge, Londres, 1978, pp. 1-2.

« Gender aka "evil gender ideology" is the new public enemy in Czech Republic », Solidar, March 8, 2019. <http://www.solidar.org/en/news/gender-aka-evil-gender-ideology-is-the-new-public-enemy-in-czech-republic>

Musa Shteivi, « Attitudes towards Gender Roles in Jordan », in British Journal of Humanities and Social Sciences, vol. 21, no 2, 2015, pp. 17, 51.

Gayatri Spivak, « Can the Subaltern speak ? », 1985. http://abahlali.org/files/Can_the_subaltern_speak.pdf

Mariz Tadros, « The politics of mobilizing for gender justice in Egypt from Mubarak to Morsi and Beyond », dans les documents de travail de l'Institute of Development Studies (IDS Working Paper), avril 2014.

Hening Von Bergen, Barbara Unmüßig, « Anti feminism, the hinge connecting the right wing periphery and the centre », Gunda Werner Institute, 11 mai 2018.

Peter Walker, « Women are 'smaller, weaker, less intelligent' and should be paid less, says right-wing Polish MEP », The Independent, 3 mars 2017. <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/women-smaller-weaker-less-intelligent-paid-less-janusz-korwin-mikke-polish-mep-right-wing-silesia-a7609031.html>

Y. Joel Wong et al, « Meta-analyses of the relationship between conformity to masculine norms and mental health-related outcomes », in Journal of Counseling Psychology, 2017 pp. 80-93.

« ¿Por qué "ideología de género" ? », Encuentros Complutense,

UCM, 20 juin 2019, Madrid. Paula Irene Villa, David Paternotte, Eric Fassin.

EuroMed Droits, « G7 : 20 ONG appellent le Président Macron à dénoncer le bilan désastreux de l'Égypte en matière de droits humains, 22 août 2019. <https://euromedrights.org/fr/publication/egypte-20-ong-de-defense-des-droits-appellent-le-president-macron-a-denoncer-le-bilan-desastreux-de-legypte-en-matiere-de-droits-humains-lors-du-sommet-du-g7>



EuroMed Rights

الأورومتوسطية للحقوق

EuroMed Droits

Pour en savoir plus: kvinnatillkvinna.org | euromedrights.org